



Sommaire

page 1	Edito:	Plus d'une année de guerre sans limite à Gaza
page 2	Projet:	A Gaza, un projet de développement avec des enfants
page 3	Projet:	Le psychodrame pour résister face à l'horreur
page 4	Projet:	Gaza: Quatre questions au Dr Hicham El-Ghaoui, médecin urgentiste à Verbier
page 5	Analyse:	Un peu de tenue! La Coopération internationale ne peut pas financer l'industrie ni l'armée
page 6	Brèves:	Suspension des financements à l'UNRWA: le Parlement sait-il vraiment ce qu'il fait? Notes de lectures

Edito

Plus d'une année de guerre sans limite à Gaza

Selon Médecins Sans Frontières, la guerre dans la bande de Gaza a tué en un an plus de 41'500 personnes et blessé plus de 96'000, tout en déplaçant de force 90% de la population dans des zones surpeuplées dites «plus sûres», que l'armée israélienne a néanmoins bombardées à maintes reprises. A plus long terme, la malnutrition, l'absence de soins et la surpopulation feront plus de victimes, sans parler des traumatismes psychologiques.

Pourtant, les dirigeant-es des pays occidentaux ont, à de rares exceptions près, toujours soutenu de manière plus ou moins active l'Etat d'Israël et ce, malgré les conclusions de la Cour internationale de Justice qui jugeait en janvier 2024 qu'il existait un «risque sérieux de génocide».

Si les exemples de conflits où les enjeux géostratégiques l'emportent sur les considérations humanitaires ne manquent pas, quelque chose d'autre se joue actuellement à Gaza. Pour l'anthropologue Didier Fassin, alors que l'ampleur de la dévastation et la volonté d'effacement y sont sans commune mesure, la singularité de ces massacres repose sur deux éléments: le soutien indéfectible de la majorité des gouvernements occidentaux à Israël et la condamnation

quasi systématique de celles et ceux qui les dénoncent.

Ce consentement au massacre a été soutenu par les médias *mainstream* qui ont décidé, dès le début, d'accorder une place minimum à la mort et aux souffrances des populations civiles gazaouies, sous prétexte que l'Etat d'Israël aurait «le droit de se défendre» car en face il n'y aurait que des «terroristes». A cela s'ajoute la profonde islamophobie qui imprègne l'Occident et qui empêche toute empathie pour les personnes musulmanes et plus largement arabes.

Ce processus de déshumanisation des Gazaoui-es s'est aussi accompagné d'une lecture anhistorique du conflit qui aurait débuté le 7 octobre 2023. Or, une telle perspective occulte les violences et les humiliations subies quotidiennement par les Palestinien-nes qui vivent depuis des années sous occupation, soit dans une région sous blocus (la bande de Gaza), soit dans des territoires où la colonisation ne cesse de gagner du terrain (la Cisjordanie). Il ne s'agit pas ici de nier la violence des

crimes commis par le Hamas, mais de considérer le poids de l'histoire pour amorcer une résolution politique du conflit.

Dans un tel contexte politico-médiatique, les voix critiques, même émanant de personnes juives, sont régulièrement discréditées et accusées sans fondement d'antisémitisme. Or, dénoncer la politique israélienne ne revient pas à faire un amalgame entre cet Etat et les personnes juives, mais contribue au combat pour la justice et le respect du droit international.

Timothée Binoth,
chargé de projet

A Gaza, un projet de développement avec des enfants

Depuis octobre 2023, notre partenaire Yes Theatre (YT), qui réalise un projet de dramathérapie en Cisjordanie avec les enfants notamment ancien·nes otages de l'armée israélienne, propose également un projet à Gaza, malgré le contexte de génocide. Interview de Mohammad Issa, responsable des activités de YT.

Propos recueillis et traduits par Timothée Binoth

CSSR: Pouvez-vous nous expliquer pourquoi, en plus de l'aide répondant aux besoins immédiats et vitaux, les activités que vous menez auprès des enfants palestinien·nes à Gaza sont indispensables?

MI: Au cours de l'année écoulée, les bombardements de l'armée israélienne dans la bande de Gaza ont particulièrement touché les enfants. Actuellement, il n'y a pas d'endroit aussi dangereux au monde pour un enfant que ce petit bout de territoire où chaque jour, des enfants meurent sous les bombes et les balles, mais aussi à cause du manque de nourriture et des maladies provoqués par les déplacements forcés et les restrictions imposées à l'aide humanitaire par l'armée israélienne.

Le chaos de la guerre a entraîné la disparition de plus de 20'000 enfants et des milliers d'autres sont présumés mort·es. Quant aux enfants qui survivent, ils et elles sont sans repères, ayant très souvent perdu des membres de leur famille, leur maison, leur école... De très nombreux enfants ont aussi été blessé·es par des explosifs, enlevé·es ou détenu·es. Il ne fait aucun doute que les enfants paient le prix le plus élevé pour une guerre pour laquelle ils et elles ne sont pas responsables.

Où que ce soit, à aucun moment, aucun enfant ne devrait avoir à subir de telles atrocités. Le soutien psychologique est par conséquent primordial si l'on souhaite atténuer les effets que ces traumatismes causeront, et espérer que ces enfants aient un jour une vie normale.

Comment se déroulent vos activités et quel rôle peuvent-elles avoir pour augmenter la résilience des enfants palestinien·nes?

Notre organisation est présente dans toutes les régions de la bande de Gaza et nos activités ont lieu quotidiennement, dans des abris. Nous apportons un soutien psychologique avec des consultations pour les familles et nous avons aussi des activités pour les enfants. Nos activités sont basées sur la thérapie récréative, une approche qui utilise les loisirs pour améliorer le bien-être physique et mental des patient·es. Grâce à des activités dans des domaines aussi divers que le sport, le théâtre ou encore la danse, la thérapie récréative cherche à réduire la dépression, le stress et l'anxiété pour que les patient·es puissent récupérer leurs fonctions motrices de base, leurs capacités de raisonnement ainsi que leur confiance en elles et eux.

Dans la bande de Gaza, notre équipe de soutien psychologique est composée de psychologues, de psychiatres, d'activistes et de bénévoles qui mettent en place des activités individuelles ou en groupes. Jusqu'à présent, nous avons organisé des ateliers

qui incluent le sport, les jeux de tous types, le théâtre, la danse, la musique, la lecture de contes, le dessin, la peinture et la relaxation.

Comment avez-vous adapté vos méthodes de travail par rapport à vos activités en Cisjordanie?

Dans la bande de Gaza, nous aidons les enfants à faire face à la situation actuelle et les préparons à la phase qui suivra la fin de la guerre. En Cisjordanie, comme le contexte est plus stable, nos activités reposent davantage sur des thérapies avec plus de suivi.

Comment les enfants réagissent-ils et elles à vos ateliers?

Nos retours sont positifs et ce genre d'activités ne peut que faire du bien dans un tel contexte car les enfants ne vont plus à l'école et n'ont plus rien à faire. Ce qui est sûr, c'est que grâce à nos activités, nous avons pu aider plusieurs enfants à se remettre de traumatismes et de troubles psychologiques tels que le syndrome de stress post-traumatique.



Atelier de dessin, Deer Al Balah (Sud de Gaza), octobre 2024 (© YT)

Le psychodrame pour résister face à l'horreur

Ursula Hauser est psychothérapeute et enseigne l'éthnopsychanalyse et le psychodrame. Pendant de très nombreuses années, elle a donné des cours à Gaza et continue de superviser à distance les groupes qu'elle y a formés. Elle reste en contact permanent et a accepté de nous décrire leur travail et leur quotidien.

Propos recueillis par Martin Herrmann et Aude Martenot

CSSR: Ursula, tu avais formé des groupes de psychodramatistes à Gaza mais cela fait plus d'un an que tu n'as plus pu y retourner. Peux-tu nous décrire comment ces groupes continuent de fonctionner à l'heure actuelle, quel est leur quotidien et quel est leur travail?

UH: La situation à Gaza est catastrophique, nos collègues luttent pour survivre comme la plupart de la population. Les deux bâtiments du GCMHP (Gaza Community Mental Health Program) sont totalement détruits et les psychologues employé-es vivent dans des tentes provisoires.

Malgré cela, ils et elles organisent des sessions et rendent visite à leurs patient-es. Un psychiatre et son assistante travaillent même dans le nord de Gaza, que l'armée israélienne bombarde quotidiennement.

Beaucoup d'organisations internationales concentrent leur

activité à Gaza sur la survie immédiate. Le psychodrame constitue-t-il aussi un moyen pour augmenter la résilience de la population?

Les psychodramatistes que nous avons formé-es travaillent surtout avec des enfants, des adolescent-es et des femmes, en groupe, soit sous une tente soit sur la plage. Les sessions sont des moments forts en émotions, encadrées par les professionnel·les pour aider les patient-es à raconter les événements traumatisants qu'ils et elles subissent continuellement. La parole est ouverte, les expériences partagées et une résistance collective se met en place pour la survie et le réconfort individuel.

Les larmes n'en finissent pas: nos collègues ont donc aussi besoin d'être soutenu-es. Nous organisons des supervisions lorsqu'ils-elles ont accès à Internet. Ces personnes font preuve d'une résistance étonnante!



Programme de formation du GCMHP (Gaza Community Mental Health Program), octobre 2024.

Vous avez participé à la constitution d'un réseau, à Gaza, mais aussi au-delà, en Palestine et à l'international. Comment ce réseau peut-il participer au développement humain à Gaza dans les conditions actuelles?

Le réseau international de psychodrame que nous avons mis en place donne à nos collègues un nouveau courage et l'espoir de ne pas être seul-es. Il est très important pour la dignité et la confiance en soi! Ils et elles sont infiniment reconnaissant-es et essaient pour la première fois de se réunir à Gaza même. Grâce à Internet, la solidarité internationale est également possible, sous forme de supervision et de thérapies individuelles avec les psychologues traumatisé-es.

Nos collègues expliquent: «Chaque personne qui nous écoute est une fenêtre sur le monde et sur l'espoir que cette terreur, ce génocide contre notre peuple cesse et que nous puissions à nouveau travailler sans peur ni panique!»



Psychodramatiste de l'association PMRS (Palestinian Medical Relief Society), qui travaille en lien avec le GCMHP, sur une plage de Gaza, octobre 2024.

Gaza: Quatre questions au Dr Hicham El-Ghaoui, médecin urgentiste à Verbier

Médecin d'origine marocaine, le Dr El-Ghaoui est né en France et a étudié en Belgique. Depuis une dizaine d'années, il travaille comme urgentiste dans la vallée de Bagnes, en Valais. Il s'est rendu à deux reprises à Gaza au cours de cette année 2024. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Propos recueillis par Viviane Luisier

Il y a plusieurs initiatives d'aide à la santé mentale en Palestine, dont une est financée par la CSSR et historiquement située en Cisjordanie. Notre partenaire «Yes Theatre» travaille désormais aussi à Gaza. Pensez-vous qu'actuellement, vu le génocide en cours, une telle approche puisse être utile?

Oui, complètement. Aux urgences, beaucoup de personnes présentent des crises d'angoisse très sévères et les médecins n'ont pas le temps de les prendre en charge comme il faudrait. Et nous n'avons pas d'anxiolytiques à disposition. Dès lors, il est nécessaire de penser à des prises en charge d'ordre psychologique, pour autant qu'il y ait du personnel capable et disponible pour le faire.

Constatez-vous la présence d'un réseau de soutien qui fonctionne actuellement, sur place à Gaza?

Il y a beaucoup d'associations locales informelles à Gaza. J'ai contacté avec certaines d'entre elles chaque semaine, on arrive à leur envoyer des fonds pour les achats qui sont possibles. Autour de Khan Yunès, j'ai vu une échoppe, je me suis approché et j'ai vu une marmite: le patron préparait des repas pour les gens qui en ont besoin.

Mais surtout, les familles sont très présentes et très nombreuses, elles comptent parfois... plusieurs centaines de personnes! Les gens n'arrivent jamais seul·es à l'hôpital, il y a des centaines d'accompagnant·es qui se présentent, 6 ou 7 par patient·e. Ils et elles essaient d'aider comme ils peuvent, en allumant la lampe de

leur téléphone pour nous éclairer, en tenant un instrument chirurgical si nécessaire... Cela peut même rendre notre action difficile alors, on a dit dans l'hôpital où j'ai travaillé: «un·e patient·e, un·e accompagnateur·ice, pas plus».



Atelier de théâtre, Deer Al Balah (Sud de Gaza), octobre 2024 (© YT)

Quand vous étiez sur place, pensez-vous avoir pu aider les patient·es qui vous arrivaient, malgré le manque de moyens?

Je ne sais pas si on arrive à sauver beaucoup de vies, car même lorsqu'on fait un acte chirurgical réussi, par la suite, les gens s'infectent, à cause des conditions de vie et de l'alimentation complètement déficiente. Mais par contre, j'ai pu former des jeunes étudiant·es et leur laisser le peu de matériel que j'avais pu faire passer lors de ma première mission. Car la plupart des médecins sont soit en burn out, soit emprisonné·es, soit mort·es.

Comment avez-vous été accueilli par le personnel médical et paramédical?

L'accueil est incroyable, les collègues sont gentil·les, délicat·es, souriant·es, incroyables. Mais clair·es: ce sera soit la mort, soit la victoire. Personne ne songe à partir.

Un peu de tenue! La Coopération internationale ne peut pas financer l'industrie ni l'armée

Malgré les crises économiques, écologiques, politiques et le génocide à Gaza, alors que la Suisse et l'Occident sont les principaux responsables de ces catastrophes, le Conseil fédéral et le Parlement prétendent réduire la solidarité internationale envers les pays du Sud. Dans quel but? Favoriser les intérêts militaro-économiques de la Suisse. C'est du délire!

Ces coupes budgétaires sont prévues alors même qu'une part des fonds de la coopération est déjà redirigée pour financer le secteur privé suisse en Ukraine, à hauteur de 1,5 milliard de francs. Depuis, d'autres institutions vont aussi bénéficier de l'argent de la solidarité, en particulier l'armée (et probablement les infrastructures routières si l'absurde projet d'extension des autoroutes passe la rampe aux urnes le 24 novembre).

En effet, le Conseil national a décidé de financer la hausse du budget de l'armée de quatre milliards de francs en partie sur le budget de la coopération. Un coup fatal porté aux plus pauvres et à la cohérence de notre société avec une tradition soi-disant humanitaire: on préfère officiellement s'armer plutôt que soigner et soutenir. Dont acte.

Tirons la sonnette d'alarme

Mais non, nous n'accepterons pas de sombrer dans la folie. Une Alarme Solidarité a été lancée par diverses organisations de coopération pour donner un signal en faveur de la coopération au développement et contre les coupes budgétaires. Vous pouvez

lancer l'alarme sur le site de la campagne: <https://www.alarme-solidarite.ch>.

La menace de coupes budgétaires vise en particulier les projets de développement situés en Amérique latine, que le Conseiller fédéral Cassis juge «moins prioritaire» que d'autres zones. Puisque ce n'est pas d'Amérique du Sud ou Centrale que les quelques milliers de personnes venant demander l'asile en Suisse proviennent, soutenir ces populations n'intéresse que fort peu M. Cassis. Et pourtant...



Des raisons pour soutenir l'Amérique latine, il y en a!

La plateforme en ligne swissinfo.ch de la SSR (Société suisse de radiodiffusion et télévision) le précisait déjà en 2020: la pauvreté existe toujours dans de nombreux pays latinoaméricains. La violence, le crime organisé et le narco-trafic en traverse plusieurs. Bien sûr, cela nous

concerne moins ici, en Suisse, car c'est loin de chez nous et la migration de ces pays est peut-être moins importante que celle qui nous vient d'Afrique.

Quant à l'ONU, elle critique la nouvelle stratégie suisse d'aide au développement surtout pour deux raisons. D'abord, parce que les coûts du soutien aux requérant-es d'asile sont compris dans le budget de la coopération. Ensuite, car la Suisse inclut l'aide à son propre développement dans le budget de la coopération, par exemple dans sa façon de concevoir l'aide à l'Ukraine.

Pour la CSSR, aucune raison de partir du Mexique, du Nicaragua, de l'Equateur, de la Bolivie. Aucune. Nous sommes en pleine activité avec des populations qui comptent sur notre aide.

Alors de quoi parle-t-on: coopération internationale, aide au développement, ou magouille inqualifiable pour augmenter la richesse des riches de Suisse?

**Viviane Luisier et
Aude Martenot**



Suspension des financements à l'UNRWA: le Parlement sait-il vraiment ce qu'il fait?

Le fait que la Suisse ait suspendu son financement à l'UNRWA en début d'année, sans attendre les résultats d'enquêtes officielles et sur la base de simples soupçons de collusion, était déjà aberrant. Bien que la moitié de la somme promise pour 2024 – soit 10 millions sur 20 – ait finalement été débloquée, cette diminution est considérable, surtout dans un contexte où la crise humanitaire atteint des niveaux critiques dans la bande de Gaza et au Liban. Ces coupes contredisent les recommandations de la Cour internationale de justice, qui demande

une réponse rapide et durable aux besoins humanitaires à Gaza.

Pourquoi, alors, le Conseil national a-t-il validé en septembre dernier la motion de l'UDC exigeant la suspension pure et simple des financements suisses à l'UNRWA pour collusion avec le Hamas? Cette décision est d'autant plus scandaleuse, sachant que les parlementaires n'avaient pas été informés d'une note du DFAE datant de février 2024, qui les avertissait des effets potentiels d'une interruption de l'aide suisse à l'agence. Selon cette note, la suppression du financement, impactant

directement les conditions de vie des Palestinien·nes, pourrait exposer la Suisse au risque d'être complice d'un «acte de génocide».

La décision du National va au-delà d'une simple question budgétaire, mais implique des obligations en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée par la Suisse en 2000. Les parlementaires suisses sont-ils et elles réellement capables de mesurer les répercussions de leurs décisions (pour les Palestinien·nes et pour la Suisse)?

Notes de lectures par Viviane Luisier

«**La vie sous les bombardements**», Ibrahim Khashan, Ed. Le temps qu'il fait, 2024

Ibrahim Khashan est né en 1956 d'une famille de la minorité arabe des bédouin·es palestinien·nes. Il se définit comme militant pour la paix. Il a été un des responsables à Gaza de l'UNRWA. *La vie sous les bombardements* est son premier livre publié.

Au lendemain du massacre du 7 octobre et dès les premiers jours de la riposte israélienne dans la bande de Gaza, Ibrahim commence à écrire de brefs récits de vie sous le feu de l'armée israélienne. Ces chroniques nous peignent le quotidien du peuple gazaoui. Les textes, écrits tous les 3-4 jours, sont envoyés plus ou moins régulièrement aux ami·es français·es d'Ibrahim, qui décident de les traduire et de les publier.

Quelques citations parmi ces 86 chroniques:

Saber dit adieu à ses moutons, sous le rugissement des avions et les bombardements: «Qui mourra en premier, moi ou mes moutons? Peut-être que nous survivrons et que la vie sera longue pour eux et pour moi. Alors je les mènerai paître et je chanterai les chants de la vie des matins de ma jeunesse».

Au cours d'une partie, le ballon a échappé aux enfants (Tariq, Hassan et Mahmoud) et «Mahmoud a voulu le rattraper. L'avion a déversé sa lave. Ils se sont allongés par terre. Leurs vêtements se sont couverts de pierres et de poussière. Le lendemain, ils ont recommencé à jouer. Sans Mahmoud».

Concernant le docteur Abou Al-Tayeb: «Un char a bombardé sa clinique et son habitation. Abou Al-Tayeb a perdu sa maison et son travail, mais n'a jamais perdu son sens de l'humour... Abou Al-Tayeb suggère de creuser des tunnels pour

que les habitants de Gaza puissent vivre sous terre, livrant ainsi la surface à l'occupation et mettant fin au conflit»!

Un livre où le mot «résilience» résonne 86 fois. Bouleversant.

«**Gaza devant l'histoire**», Enzo Traverso, Lux éditeur, 2024

Dans ce livre, l'historien et professeur d'université E. Traverso analyse entre autres la position de l'Allemagne face au génocide qui est en cours à Gaza, l'Allemagne qui se donne «une image d'ennemie inflexible de l'antisémitisme», ce qui lui permet de «sous-traiter sa culpabilité aux frais des Palestiniens»... On y apprend aussi que «Le 27 juin 2024 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur la naturalisation qui fait de la reconnaissance de l'Etat d'Israël une condition pour devenir citoyen de la RFA». Eclairant.

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Timothée Binoth, Martin Herrman, Viviane Luisier, Aude Martenet, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1200 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an